

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Nucleaire-l-Allemagne-fermera-sa-derniere>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Nucléaire : l'Allemagne fermera sa dernière centrale en 2022**

27 février 2017

Nucléaire : l'Allemagne fermera sa dernière centrale en 2022

La centrale nucléaire de Tricastin exploitée par Areva et EDF est la troisième centrale la plus âgée du parc nucléaire français (AFP/PHILIPPE DESMAZES)

DE NOTRE CORRESPONDANT CHRISTOPHE BOURDOISEAU À BERLIN (ALLEMAGNE)

La part du nucléaire est l'un des thèmes forts de la campagne. Certains le jugent même écologique. Et il paraît difficile de s'en passer.

En Allemagne, l'atome, c'est déjà du passé. La sortie du nucléaire a commencé il y a plus de quinze ans, avec le soutien de la population. Selon les sondages, plus de 80 % des Allemands ne croient plus à cette énergie. A sept mois des élections, aucun parti politique n'a d'ailleurs inscrit le retour ou le maintien du nucléaire dans son programme électoral. Il ne reste qu'une poignée de centrales qui produisent 14 % de l'électricité du pays.

Quinze ans après la décision de l'abandon de l'atome, les Allemands produisent déjà plus de 30 % de leur énergie avec du renouvelable. L'objectif est d'atteindre une part de 80 % d'ici à 2050. L'Allemagne n'est pas pour autant confrontée à une pénurie d'électricité. « Au contraire ! Nous exportons encore plus qu'avant, y compris vers la France », assure Claudia Kemfert, experte en énergie à l'Institut de recherches économiques de Berlin (DIW).

« La part du charbon (*NDLR : environ 30 %*) reste encore trop importante », constate-t-elle. Et elle ne permet pas à l'Allemagne de remplir ses objectifs de réduction des émissions de CO₂. « L'Allemagne doit également engager l'abandon des énergies fossiles », ajoute-t-elle.

Constructions et démantèlements coûteux

Le résultat de cette transition énergétique est un effondrement du prix de l'électricité... qui n'a pas été répercuté sur la facture des ménages et des entreprises. De nouvelles taxes permettent de subventionner les investissements dans l'énergie renouvelable (éoliennes

notamment). « Ce n'est pas la sortie du nucléaire qui coûte cher. C'est le nucléaire lui-même », insiste Claudia Kemfert. « La construction et le démantèlement des centrales sont chers et le stockage des déchets — pendant des siècles — encore plus coûteux. Nous en payons aujourd'hui les frais », ajoute-t-elle..

Les quatre grands groupes d'électricité (E.ON, RWE, EnBW et Vattenfall) devront démanteler les 17 centrales nucléaires du pays dont 8 fonctionnent encore.

Le coût est évalué à près de 50 Mds€. Une somme qui pourrait être en partie supportée, là encore, par les contribuables.